



Plus jamais ça ! Face au mépris et à la maltraitance, repreons nos écoles en main !

Suite au suicide de notre collègue Christine Renon, de nombreux·ses enseignant·es parisien·nes se sont mis·es en grève le 3 octobre pour se réunir et se retrouver au rassemblement à Bobigny (93). Les organisations syndicales parisiennes SNUipp-FSU, SNUDI FO, SE-Unsa, SUD éducation, CGT Educ'action, CNT-Ste tiennent à ré-exprimer publiquement leur peine et présentent leurs condoléances à la famille, aux proches et aux collègues de Christine Renon.

Dans son courrier notre collègue pointe clairement la responsabilité de l'Institution.

Ce geste dramatique nous a profondément touché·es : tristesse et émotion, colère aussi ! Nous devons traduire cette colère en action. Cette journée du jeudi 3 octobre était donc une première étape dans la réflexion et l'action que nous devons continuer à mener collectivement pour que cesse la maltraitance institutionnelle que nous subissons au quotidien.

La perte de sens du métier, l'empilement des tâches et des procédures, les pressions hiérarchiques, le mépris de notre savoir-faire et de nos compétences professionnelles. Combien sommes-nous à nous retrouver peu ou prou dans ce qu'elle décrit ? Enseignant·es assurant des missions de direction, chargé·es de classe, RASED, CPC, AESH, etc., nous sommes toutes et tous, à des degrés divers et dans nos missions respectives, concerné·es par la souffrance au travail et le risque d'épuisement professionnel. Comme ailleurs, nos conditions de travail se dégradent et ce n'est que le reflet d'une politique générale qui touche l'ensemble des services publics.

À l'appel des syndicats SNUipp-FSU, SNUDI FO, SE-Unsa, SUD éducation, CGT Educ'action, CNT-Ste une assemblée générale s'est tenue le jeudi 3 octobre. De nombreux·ses collègues se sont exprimé·es pour dénoncer les conditions de travail qu'ils et elles subissent au quotidien, leur sentiment de maltraitance institutionnelle, souffrance renforcée par des prescriptions, injonctions et réformes qui vident le métier de son sens.

Aujourd'hui, les enseignant·es veulent plus de moyens pour la santé au travail, mais aussi pour exercer leur métier dans de bonnes conditions.

Ils et elles doivent pallier une baisse constante de moyens dans l'Éducation nationale : le manque de RASED, une inclusion sans AESH et sans formation, le manque de remplaçant·es, lorsque, malgré le jour de carence, ils et elles s'absentent... Ce n'est pas acceptable !

Les élèves comme les professionnel·les souffrent aussi du manque de moyens dans l'aide à l'enfance : médecins scolaires inexistant·es, structures de soins débordées, aides sociales en voie de disparition...

Via la verticalité des réformes le Ministère veut faire des enseignant·es de simples exécutant·es. Cela menace l'essence même de notre métier, la liberté pédagogique est grignotée de jour en jour.

Tout ceci est d'autant plus insupportable que ce gouvernement attaque notre système de retraite et notre légitime droit au repos (formation pendant les vacances scolaires).

Pour les organisations SNUipp-FSU, SNUDI FO, SE-Unsa, SUD Education, CGT Educ'action, CNT-Ste, il est plus que jamais temps de sortir de l'isolement et de faire vivre le collectif ! En premier lieu, il nous faut réinvestir le conseil des maîtres·ses, les AG d'arrondissement ou de grève afin d'avancer ensemble sur ces revendications, mais aussi participer à toute manifestation collective qui nous permette de nous arrêter et de réfléchir pour agir ! Notre réflexion doit, entre autres, porter sur ce qui nous fait souffrir au quotidien et de ce dont nous aurions besoin pour bien faire notre métier.

Dans cette lutte, le lien avec les parents d'élèves est primordial.

Ensemble, les organisations syndicales exigent dans l'immédiat :

- l'arrêt des injonctions et pressions hiérarchiques ;
- l'arrêt des évaluations standardisées et imposées ;
- le respect de la souveraineté du conseil des maîtres·ses et de ses décisions, le respect de la liberté pédagogique ;
- l'arrêt de la formation imposée ;
- une formation choisie et proposée sur temps de travail ;
- la garantie de la santé, de l'intégrité morale et physique des personnels par le développement d'une réelle médecine préventive à la hauteur des besoins, ainsi que la suppression du jour de carence ;
- la création de postes de RASED qui permettrait de répondre aux besoins des élèves ;
- la création d'un statut et d'un corps (salaire, formation) pour tous·tes les AESH, ainsi qu'un recrutement à hauteur des besoins ; l'arrêt des mutualisations ;
- le maintien et développement des services médicaux et sociaux dans les écoles, de structures spécialisées et de places en centre de soins ;
- la création de postes de remplaçant·es ;
- l'abandon du système actuel des rythmes scolaires et le respect de l'avis majoritaire des enseignant·es ;
- des locaux et du matériel de qualité et des réponses immédiates de la mairie en cas de signalement ;
- un droit légitime au repos : retrait du plan Macron-Delevoye.

Réinvestissons le conseil des maîtres·ses, les AG d'arrondissement ou de grève afin d'avancer ensemble sur ces revendications !